



Monsieur le Ministre,

Nos organisations FSU, UNSA Education, Fnec-FP-FO, SGEN-CFDT, CGT Educ'action, SNALC et Sud Éducation ont participé mercredi 20 septembre à une table ronde sur la rentrée 2023 dans le 1^{er} et le 2^d degré organisée par la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale. Toutes nos organisations ont pointé les problèmes rencontrés à cette rentrée : crise du recrutement, salaires, conditions de travail, inclusion et situation des AESH...

En guise de réponse, nous avons reçu de la part de députés Renaissance et Rassemblement national des propos dénigrants, voire insultants. Ainsi Mme Riotton (députée Renaissance) a pointé notre « *ton caricatural* » et a remis en cause notre représentativité. Puis M.Odoul (député RN) a comparé la séquence pendant laquelle nous nous sommes tous exprimés à « *un sketch des Inconnus* ». Enfin, M.Chudeau (député RN) a jugé les propos de certains d'entre nous « *ridicules et totalement déplacés* », nous enjoignant à « nous mettre au niveau » et « *à baisser d'un ton* » et menaçant de ne pas nous inviter l'an prochain. Tout cela s'est déroulé sans intervention de la présidente de la commission, Mme Rauch (Horizons).

Nous avons fait le choix de quitter ensemble la séance. Les propos qui ont été tenus à notre égard sont graves. Ils sont une remise en cause directe et brutale de notre représentativité pourtant directement issue des élections professionnelles. Ces propos sont donc un déni de démocratie que nous ne pouvons tolérer.

De plus, moquer les propos que nous tenons, c'est balayer d'un revers de la main ces réalités que vivent nos collègues au quotidien, c'est donc mépriser les personnels que nous représentons. Ne pas vouloir entendre les réalités du terrain, les caricaturer, c'est aggraver le fossé entre les personnels et celles et ceux qui exercent des responsabilités politiques, aggravant le sentiment d'abandon des personnels et de l'École publique.

Après cette séquence déplorable pour la démocratie et pour l'École, et alors que les organisations syndicales de votre ministère ont été directement la cible de propos méprisants et insultants, nous attendons de vous une réponse forte qui conforte les principes élémentaires de la démocratie sociale.

A Paris, le 26/09/2023